

***ENCADRER OU LIBÉRALISER LES MARCHÉS
AGRICOLES ?***

(des années 1970 aux années 1990)

Séminaire organisé par le Comité d'histoire des Offices agricoles

vendredi 19 octobre 2018

à l'Arborial

COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Octobre 2019

Après le colloque organisé en 2012 « *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs* » et celui tenu en 2015 « *Orienter et réguler les marchés agricoles. Entre pilotage national et politique agricole commune* », le Comité d'histoire a organisé en novembre 2017 une session consacrée au recueil de témoignages sur la création et la mise en place des offices par produits suite à la Loi du 6 octobre 1982.

Le séminaire du 19 octobre 2018 se propose d'approfondir l'analyse des prémices et des composantes des évolutions majeures constatées dans les années 1980 pour l'ensemble de la sphère agricole.

Trois personnalités ont accepté d'apporter leur contribution à ce premier séminaire, qui s'est tenu sur une demi-journée :

Henri Nallet, ancien ministre, qui fut conseiller technique à la Présidence de la République au moment de la préparation de la Loi sur les offices, pour apporter son témoignage sur cette période.

Egizio Valceschini, directeur de recherches à l'INRA et président du Comité d'histoire de l'INRA-CIRAD pour présenter un projet de communication, réalisée avec Pierre Cornu, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lyon, sur : « L'INRA et ses économistes dans la réforme de la politique agricole (1978-1992) ».

Ève Fouilleux, directrice de recherches au CNRS, chercheure associée au CIRAD, pour solliciter les intervenants et les participants en tant que « discutante ».

Le compte rendu des travaux du séminaire organisé le 19 octobre 2018 à l'Arboreal a été réalisé, pour la première partie (interventions), sur la base de la transcription de l'enregistrement des travaux.

Pour la deuxième partie (discussion), l'enregistrement s'étant interrompu, une synthèse des interventions a été établie par le secrétariat du Comité à partir des notes prises par les participants.

NOTICES DE PRESENTATION DES INTERVENANTS

L'Inra et ses économistes dans la réforme de la politique agricole (1978-1992)

Pierre Cornu et Egizio Valceschini

Résumé :

Notre communication examine comment et par quels intermédiaires, dans un secteur économique aussi historiquement et fortement lié à l'interventionnisme étatique que l'agriculture, s'est installée l'adhésion des autorités régulatrices aux valeurs économiques libérales. A cet égard, les économistes et la place accordée à l'analyse économique dans les négociations européennes et internationales, ont eu un rôle majeur dans le processus de transformation initié avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, dans une dynamique qui va s'approfondir tout au long des années 1980 et 1990. Mais ce rôle, pour important qu'il soit, est fortement attaché à l'évolution de la pensée stratégique de la direction de l'Inra et de son leader charismatique, Jacques Poly.

Pierre Cornu est Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lyon, membre du Laboratoire d'Études rurales. Ses travaux et engagements scientifiques interdisciplinaires sur la question des relations entre société et environnement à l'époque contemporaine le portent à s'intéresser aussi bien aux sociétés rurales qu'aux sciences et techniques appliquées au vivant et aux enjeux culturels, politiques et éthiques de la relation à la nature en Europe.

Egizio Valceschini est président du comité d'Histoire de l'Inra et du Cirad depuis 2011, auquel il se consacre aujourd'hui. Recruté à l'Inra en 1986, il est économiste de formation universitaire, spécialiste de l'économie de la qualité et des politiques publiques dans le secteur agroalimentaire. Pendant une douzaine d'années, il a été fortement impliqué, au nom du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, dans la programmation européenne de la recherche agronomique.

Publications récentes :

Bournay O., Valceschini E., 2020 (à paraître), Industrialiser l'alimentation dans les années 1970 : l'innovation, nouveau paradigme modernisateur. In ; Christophe Bonneuil, Léna Humbert, Margot Lyautey (eds.), *Une autre histoire des modernisations agricoles au XX^e siècle*.

Valceschini E., Cornu P., 2019 (à paraître). « *L'animal machine au tribunal de l'histoire* », *Sesame n°6*, Mission Sciences et Société, Alimentation, Mondes Agricoles et Environnement, 10-12.

Valceschini E., Maeght-Bournay O., Cornu P., 2019. *Recherche agronomique et politique agricole. Jacques Poly, un stratège*, Editions Quae, 167 p.

Maeght-Bournay O., Valceschini E., 2019. La vision scientifique et les stratégies politiques de Jacques Poly. In : Valceschini E., Maeght-Bournay O., Cornu P., *Recherche agronomique et politique agricole. Jacques Poly, un stratège*, Editions Quae, 167 p., 13-69.

Cornu P. 2019. Les lendemains paradoxaux du Rapport Poly. In : Valceschini E., Maeght-Bournay O., Cornu P., *Recherche agronomique et politique agricole. Jacques Poly, un stratège*, Editions Quae, 167 p., 143-153.

Richard G., Stengel P., Lemaire G., Cellier P., Valceschini E., 2019. *Une agronomie pour le XXI^e siècle*. Les 20 ans du département Environnement et Agronomie. Editions Quae, 300 p.

- Cornu P., Valceschini E., 2019. L'environnement et l'agronomie à l'Inra : essai d'analyse historique d'une mise en convergence. In : Richard G. et al. (coord.) *Une agronomie pour le XXIème siècle*, Editions Quae, 303 p., 18-40.
- Valceschini E., Cornu P., 2019. « *L'environnement à l'INRA. Longtemps contre nature...* », *Sesame n°5*, Mission Sciences et Société, Alimentation, Mondes Agricoles et Environnement, 10-11.
- Valceschini E., 2018. « *Et l'on créa l'aliment...* », *Sesame n°4*, Mission Sciences et Société, Alimentation, Mondes Agricoles et Environnement, 10-11.
- Valceschini E., 2018. La prospective en panne d'histoire ? *Sesame n°3*, Mission Sciences et Société, Alimentation, Mondes Agricoles et Environnement, 10-11.
- Cornu P., Valceschini E., Bournay O., 2018, *L'histoire de l'Inra, entre science et politique*. Editions Quae, 464 p.
- Cornu P., 2018, « La géographie rurale de la France en perspective historique et épistémologique », dans Yves Jean et Laurent Rieutort [dir.], *Géographie de la France rurale*, Paris, A. Colin, 37-54.
- Cornu P., Valceschini E., 2017, Regards historiques sur la recherche agronomique française de la seconde moitié du XXè siècle. *Histoire de la recherche contemporaine*, CNRS, Tome VI, n°2, 106 -108.
- Valceschini E., Maeght-Bournay O., 2017. L'invention de... l'innovation. *Sesame n°1*, Mission Sciences et Société, Alimentation, Mondes Agricoles et Environnement, 8-9
- Colonna P., Valceschini E., 2017, La bioéconomie : vers une nouvelle organisation des systèmes agricoles et industriels ? In : G. Allaire et B. Daviron (coord.) *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, Editions Quae, 429 p., 153-165.
- Saulais L., Valceschini E., 2017, La sécurité sanitaire des aliments : un nouveau modèle de régulation européen. In : G. Allaire et B. Daviron (coord.) *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, Editions Quae, 429 p., 199-211.
- Valceschini E., 2016, Histoire de la régulation interprofessionnelle dans la filière des légumes transformés des années 1960 aux années 1980. In : A. Chatriot et al. (dir.) *Orienter et réguler les marchés agricoles : entre pilotage national et politique agricole commune. Des années 1960 au début des années 1980*, 242 p., 91-109.
- Cornu P., 2015, « L'exploitation familiale au regard de l'histoire longue du développement rural en France (19^e – 20^e s.) », dans *Bull. De l'Association des géographes français*, sept. 2015, 288-305.
- Cornu P., 2014, « Crise des "grandes cultures" et émergence de l'agronomie systémique en France au tournant des années 1970-1980 », dans Antoine Bernard de Raymond et Frédéric Goulet [dir.], *Sociologie des grandes cultures. Au cœur du modèle industriel agricole*, Versailles, Éditions Quae, 27-43.
- Cornu P., 2014, « La recherche agronomique française dans la crise de la rationalité des années 1970 : terrains et objets d'émergence de la systémique agraire », dans *Histoire de la recherche contemporaine*, tome 3, n° 2, 154-166.
-

HENRI NALLET

Ancien président du Conseil scientifique et vice-président de la Fondation européenne d'études progressistes de 2008 à 2013, Henri Nallet a été le vice-président de la Fondation Jean-Jaurès à partir de 2002. Il en est le président depuis le mois de juin 2013.

Diplômé de l'IEP de Bordeaux, ancien secrétaire général de la Jeunesse étudiante chrétienne, Henri Nallet a été, en 1965, responsable de l'Institut de formation des cadres paysans puis chargé de mission pour les questions économiques à la FNSEA.

Nommé directeur de recherches à l'Institut national de recherche agronomique en 1970, Henri Nallet a également dispensé des cours à la faculté de Droit de Paris I et à l'Institut national agronomique.

Conseiller technique, chargé de l'agriculture et de la pêche, au secrétariat général de la présidence de la République, auprès de François Mitterrand, de 1981 à 1985, il fut nommé ministre de l'Agriculture de 1985 à 1986, dans le gouvernement de Laurent Fabius, puis à nouveau, de 1988 à 1990, dans le gouvernement de Michel Rocard. Il présida le Conseil mondial de l'alimentation à l'ONU (1986) et le conseil des ministres de l'Agriculture de la Communauté européenne (1989).

Il fut ensuite Garde des Sceaux, ministre de la Justice, de 1990 à 1992.

Député de l'Yonne de 1986 à 1988 et de 1997 à 1999, Henri Nallet a été également conseiller général de l'Yonne de 1988 à 2001 et maire de Tonnerre de 1989 à 1998.

Secrétaire international du Parti socialiste de 1997 à 2003, il fut vice-président du Parti des socialistes européens (de 1997 à 2003).

Nommé conseiller d'Etat en 1992, il est conseiller d'Etat honoraire depuis 1999.

Président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole depuis 2009, il a été chargé par Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de piloter la concertation sur l'avenir de l'enseignement agricole.

ÈVE FOUILLEUX

Ève Fouilleux est Directrice de Recherches au CNRS en science politique. Elle est membre du Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés (LISIS) associé à l'Université de Paris-Est Marne-la-Vallée et chercheure associée à l'UMR MOISA du CIRAD à Montpellier. Ses travaux théoriques portent sur les conditions, le contenu et la conduite des débats de politique publique à l'ère de la globalisation, et ses travaux empiriques sont principalement centrés sur les enjeux agricoles et alimentaires. Elle analyse tant l'évolution des cadres et politiques nationales et internationales que l'avènement de véritables politiques privées à l'échelle transnationale. Elle a publié de nombreux articles et ouvrages sur la PAC, l'agriculture durable, les politiques de sécurité alimentaire en Afrique, le rôle des organisations internationales dans le débat global agricole et alimentaire, les standards volontaires en matière de développement durable en général et d'agriculture biologique en particulier, les politiques globales de protection de la biodiversité.

<http://umr-lisis.fr/membre/eve-fouilleux/>

<http://umr-moisa.cirad.fr/>

Ses dernières publications (2017/2018) sont les suivantes :

Gaidet Nicolas, Fouilleux Eve, 2018, « Entre alliances et métriques. Dynamiques de débat sur les politiques globales de protection de la biodiversité », *Revue Française de Science Politique*, vol 68, n°4, p.669-690.

https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RFSP_684_0669

Pahun Jeanne, Fouilleux Eve, Daviron Benoît, 2018, « De quoi la bioéconomie est-elle le nom ? Genèse d'un nouveau référentiel d'action publique », *Nature Sciences Sociétés*, vol 26 n°1, p.3-16. <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2018-1-p-3.html>

Fouilleux, Eve, 2018, « Commerce international » *In* : Hay C. & Smith A., *Dictionnaire de l'économie politique*, Presses de Science Po, Paris, p.86-91.

Eve Fouilleux and Matthieu Ansaloni, 2018, "The Common Agricultural Policy", *In*: Michelle Cini and Nieves Perez Solorzano Borragan, *European Union Politics (6th Edition)*, Oxford University Press, London, 358-372.

Poméon T., Fouilleux E., Lemeilleur S., Loconto A., 2018, "Organic farming in France: an alternative project or conventionalisation?" *In*: Allaire G., Daviron B., *Ecology, Capitalism and the New Agricultural Economy: The Second Great Transformation*, Routledge Publisher <https://www.routledge.com/Ecology-Capitalism-and-the-New-Agricultural-Economy-The-Second-Great/Allaire-Daviron/p/book/9780815381617>.

Fouilleux E., Bricas N., Alpha A., 2018, "Feeding 9 billion people... Global food security debates and the productionist trap", *in*: Daugbjerg C. and Feindt P., *Transforming Food and Agricultural Policy: Post-exceptionalism in public policy*, Routledge ISBN: 978-0-8153-6036-0

Eve Fouilleux and Matthieu Ansaloni, 2018, "The Common Agricultural Policy", In: Michelle Cini and Nieves Perez Solorzano Borragan, *European Union Politics (6th Edition)*, Oxford University Press, London, p.368-372.

Fouilleux E., Jobert B., 2017, « Le cheminement des controverses dans la globalisation néolibérale. Pour une approche agonistique des politiques publiques », *Gouvernement et Action Publique*, vol. 6 n°3, p.9-36.

Fouilleux E., Loconto A., 2017, « En coulisse des labels : régulation tripartite et marchés imbriqués. De l'eupéanisation à la globalisation de l'agriculture biologique », *Revue Française de Sociologie*, vol. 58 n°3, p.501-531.

Alpha A., Fouilleux E., 2017, "How to diagnose institutional conditions conducive to inter-sectoral food security policies? The example of Burkina Faso", *NJAS - Wageningen Journal of Life Sciences*, 84: 114-122, <https://doi.org/10.1016/j.njas.2017.07.005>.

Fouilleux E., Bricas N., Alpha A., 2017, Feeding 9 billion people... Global food security debates and the productionist trap", *Journal of European Public Policy*, 24(11): 1658-1677 <https://doi.org/10.1080/13501763.2017.1334084>

Fouilleux Eve, Loconto Allison, 2017, "Voluntary standards, certification and accreditation in the global organic agriculture field. A tripartite model of techno-politics", *Agriculture and Human Values*, 34(1): 1-14. <https://link.springer.com/article/10.1007/s10460-016-9686-3>

Cheyne, E., Daviron, B., Djama, M., Fouilleux, E., & Guéneau, S. (2017). The Standardization of Sustainable Development Through the Insertion of Agricultural Global Value Chains into International Markets. In: *Sustainable Development and Tropical Agri-chains*, Biénabe E., Loeillet D., Rival A. (Eds.), Springer Netherlands. pp. 283-303. https://doi.org/10.1007/978-94-024-1016-7_23

Poméon T., Fouilleux E., Lemeilleur S., Loconto A., 2017, « L'agriculture biologique en France entre projet critique et conventionnalisation » in : Allaire G., Daviron B. (dir), *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, QUAE, p.181-198.

PREMIÈRE PARTIE (INTERVENTIONS)

Edgar Leblanc : Les 5 et 6 avril 2012, le Comité d'histoire des offices agricoles a tenu un premier colloque sur la question délicate de la régulation, de l'organisation des marchés agricoles. Ce premier colloque a débouché sur la publication d'un ouvrage chez Armand Colin, *Organiser les marchés agricoles, le temps des fondateurs*. Et nous avons poursuivi les explorations du thème en 2015 avec un second colloque intitulé *Orienter et réguler les marchés agricoles, entre pilotage national et politique agricole commune, des années 1960 au début des années 1980*. Aujourd'hui, nous essaierons de parcourir la période suivante sous la forme, non pas d'un colloque, mais d'une première séance d'un séminaire, que nous renouvellerons dans les mois à venir. Pour les raisons suivantes : un colloque sur ces années se révèle extrêmement compliqué à mettre en place compte tenu de la faible contribution des universitaires sur cette question des marchés agricoles et de la politique agricole pendant les années concernées ; et la deuxième raison, c'est que les acteurs sont très nombreux. Et il nous a semblé qu'une nouvelle formule pouvait peut-être aussi être essayée.

Nous aurons aujourd'hui trois intervenants : Henri Nallet, que je ne présente pas plus, que nous avons invité pour son rôle , d'une part auprès de François Mitterrand à l'Élysée en tant que conseiller, et en tant que Ministre d'autre part ; Egizio Valceschini, qui commence à être un « habitué » de nos colloques avec ses contributions, qui va être amené à présenter un travail qu'il a réalisé avec Pierre Cornu – que j'excuse aujourd'hui parce qu'il participe à un jury –, un travail sur la question intéressante, nous a-t-il semblé, du positionnement du département Économie de l'INRA au cours de ces années ; et nous avons demandé à Ève Fouilleux, qui est directrice de recherche au CNRS et au CIRAD, de remplir, en quelque sorte, la fonction de discutante, d'aiguillon, au cours de cet après-midi. Naturellement, les questions seront ouvertes et chacun pourra participer.

Je rappelle rapidement que, pour cette période, nous avons imaginé aborder une série de thèmes extrêmement divers, et d'ailleurs, c'est la grande diversité de ces thèmes qui nous a aussi conduits à passer de la formule « colloque » à la formule « séminaire ». Parmi les thèmes en question, nous avons imaginé aborder la question du contexte et des enjeux de la création des offices par produits, la dimension internationale et son impact sur la politique agricole, qui semblent être, là aussi, indissociables, avec la question du tournant des années 1990. Nous avons longuement débattu pour savoir où mettre la borne chronologique ultime, et l'on s'est arrêté à la formulation « ... des années 1990 ».

Je vous propose que nous organisions notre après-midi de la façon suivante :

D'une part, les interventions sont enregistrées : nous pourrions ainsi, à l'issue du séminaire, réaliser une transcription des contributions, dans la perspective d'une publication – peut-être aurons-nous rapidement l'occasion de réaliser d'autres séances pour ce séminaire, et ces publications s'enrichiront mutuellement –.

D'autre part, je propose de donner la parole à chaque intervenant pour une demi-heure chacun. Puis, nous ferons une pause, et nous pourrons, dans la deuxième partie, engager la discussion.

Je propose donc de donner la parole à Egizio Valceschini.

Egizio Valceschini : Merci de m'accueillir dans votre séminaire pour vous présenter un travail en cours que nous réalisons avec Pierre Cornu sur l'INRA et la libéralisation de la Politique agricole commune de la fin des années 1970 au tout début des années 1990. Ma présentation est une version tout à fait préliminaire d'un travail que nous proposerons pour publication à la revue *Économie rurale* d'ici la fin de l'année.

Je commence mon exposé en m'adressant plus particulièrement à Monsieur Nallet. En effet, la question que nous traitons se situe dans la continuité des réflexions menées lors de la conférence « Recherche agronomique et Politiques publiques, des années Poly à aujourd'hui. Synergies et tensions », organisée avec l'Académie d'agriculture de France, le 14 février 2018, à laquelle il a participé. Les contributions à cette conférence, plus d'autres textes de fond, seront d'ailleurs publiées mi-2019 aux éditions Quae dans un ouvrage intitulé *Recherche agronomique et politique agricole. Jacques Poly, un stratège*. Je signale cette parution car, aussi bizarre que cela puisse paraître, il n'existe pas de véritable travail historique sur Jacques Poly et son action.

Les liens entre la recherche agronomique et la politique agricole ont été évidemment extrêmement forts depuis la création de l'INRA en 1946. Mais, dans les années 1970, ces liens se transforment. Le fameux rapport de Jacques Poly en 1978, *Pour une agriculture plus économe et plus autonome*, est un moment fort de cette évolution. Nous sommes partis de ce moment pour instruire avec Pierre Cornu une question d'histoire portant sur les économistes de l'INRA et leur département de recherche, le département d'économie et de sociologie rurales, créé au début des années 1960 par la direction de l'INRA. Cependant, ce n'est pas la dynamique interne de ce département de recherche et de la communauté scientifique qu'il abrite qui nous intéresse en tant que telle, mais plutôt son inscription dans sa « maison mère », qui n'est pas la discipline économique, mais une institution de recherche plus vaste, l'INRA, qui n'a pas les sciences sociales dans son cœur de compétence scientifique. Nous souhaitons comprendre comment ce département et ses économistes se situaient par rapport à la direction de l'INRA, quelles étaient leur position d'expertise et leur capacité d'influence dans les réflexions de cette direction sur la politique agricole. Nous intéressent donc les relations avec la direction générale de l'INRA, et comment finalement cet ensemble-là (les économistes et la direction de l'INRA), s'est positionné vis-à-vis de la politique agricole. Je crois que cela a au moins une vertu – et s'il y avait des économistes du département d'économie, je dirais exactement la même chose –, c'est que les économistes, à peu près partout, ont tendance, et notamment à l'INRA, à se penser comme un monde en soi, et se penser un peu – si je voulais être un petit peu acerbe – comme le nombril du monde. Or, ce que montre le pan d'histoire que je vais résumer, qui va en gros de 1970 à 1990, c'est que, si les économistes ont gagné en influence petit à petit dans les années 1980, les acteurs qui au sein de l'INRA participent fortement à l'élaboration de la politique agricole, ce ne sont pas eux en priorité, mais des

chercheurs d'autres disciplines dont la connaissance est assez fruste et qui considère comme marginal l'intérêt de l'analyse économique.

Nous menons cette réflexion à partir d'un corpus documentaire et de témoignages oraux limité, mais qui est d'après nous pertinent. Une première source concerne Jacques Poly : dans le fonds disponible aux Archives Nationales, on trouve des « traces » très importantes sur sa vision de l'agriculture et de la recherche agronomique, sur les relations avec « le » et « la » politique, ainsi que sur les orientations stratégiques qu'il a fait prendre à l'INRA. Dans la mesure où, vous le savez tous, il a occupé une place éminente tout au long des 40 ou 50 premières années de l'INRA, le mettre au centre de notre étude historique a du sens : travailler sur Jacques Poly, c'est travailler largement sur la manière dont l'INRA a envisagé la politique agricole et s'est situé par rapport à elle.

On travaille également – mais c'est un travail moins avancé –, sur les traces laissées par Raymond Février sur la politique agricole et, en particulier, son engagement politique, bien plus explicite que celui de Jacques Poly. Est connu mais peu travaillé son engagement au Parti socialiste, pour lequel il a beaucoup œuvré par conviction, un parti porteur du « progrès », et par héritage de son père qui fut ministre du Front populaire. Cela, Monsieur Nallet, vous le savez bien, qui avez, vous aussi, contribué au projet socialiste de l'agriculture juste avant que la Gauche ne vienne au pouvoir en 1981. C'est donc là un deuxième corpus concernant une autre personnalité de premier plan, certes moins important en volume que celui de Jacques Poly, mais qui est marquant tout de même car il éclaire comment, au plan politique, était pensée une alternative à la politique agricole et au modèle agricole porté depuis Pisani. Du côté de l'INRA, nous avons publié en 2001 le volume 6 de la revue *Archorales*, entièrement dédié au témoignage de Raymond Février. Mais permettez-moi aussi de vous signaler que nous organisons avec les Archives Nationales, le 21 novembre 2018, dans les magnifiques locaux de Pierrefitte, une demi-journée, non pas autour de Raymond Février en tant que tel, mais autour de son fonds d'archives remarquablement inventorié, présenté et mis en valeur par Sébastien Pivoteau des Archives Nationales. Ce séminaire est donc une occasion de réfléchir à la manière dont les historiens peuvent utiliser de manière complémentaire archives orales et archives documentaires pour éclairer divers aspects de la carrière d'un des bâtisseurs de l'INRA, qui fut son directeur général de 1975 à 1978, en étant en parallèle impliqué dans l'élaboration du programme agricole du parti socialiste qui visait l'accession au pouvoir.

Nous avons aussi en réserve un troisième corpus, peu travaillé à ce stade, renseignant sur Denis Bergmann. Après Louis Malassis, alors encore professeur à l'ENSA de Rennes, il devient le deuxième chef du département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA en 1964, fonction qu'il quitte en 1972 (ou en 1973). C'est un acteur important : il « pose » l'économie à l'INRA, en organisant les recrutements et la montée en compétence en économie, et en ouvrant de nouvelles orientations de recherche, et en parallèle il porte une pensée économique forte sur la politique agricole, qu'il est un peu le seul à porter pendant pas mal de temps, avec néanmoins, si on peut les qualifier « d'opposants » – Monsieur Nallet, vous serez particulièrement bien placé pour le dire –, des chercheurs avec qui il travaille ou cohabite à ce moment-là, on pense évidemment à Michel Gervais puis Claude Servolin.

Je voudrais citer un dernier personnage, que vous connaissez tous ici, qui a joué un rôle non négligeable, même si son action n'est pas bien connue, dans l'histoire de l'INRA, notamment dans l'évolution scientifique du département d'économie et de sociologie et son expertise sur la politique agricole. Il s'agit de Bernard Vial qui, lorsque Jacques Poly l'a nommé chef de ce

département en 1981 et jusqu'au moment où il a rejoint le cabinet de Michel Rocard en 1983, a fait prendre à ce département un virage scientifique et organisationnel majeur. J'ai eu la chance de pouvoir parler longuement avec lui cette dernière année. Une des raisons pour lesquelles je ne souhaite pas que mon papier soit distribué en l'état est que, tout simplement, je lui avais promis que les citations que je ferai, je les lui soumettrai (ce qui est la règle dans ce genre de choses), mais là, je ne les lui ai pas encore soumises. Alors, merci à ce stade de considérer les propos ou les positions que je lui prête comme relevant de ma propre compréhension et responsabilité.

Si les temps forts concernant notre sujet commencent dans les années 1970, la période que je considère débute dans les années 1960. De même, si la réforme de la PAC aboutit en 1992, notre période est bornée à 1988, dernière année du mandat de Jacques Poly comme PDG de l'INRA. Par rapport au sujet qui nous intéresse, nous considérons que l'essentiel du mouvement est enclenché et affermi avant la réforme de 1992 ; ce qui se passe après 1988 est la conséquence immédiate et l'approfondissement de l'orientation qui a été préparée et impulsée auparavant. Dans cette vingtaine d'années, qui va de la moitié des années 1960 à la moitié des années 1980, nous distinguons trois temps.

Au cours du premier temps, que nous faisons commencer en 1965 – mais on aurait pu le faire commencer un peu avant –, les économistes de l'INRA ne travaillent pas à proprement parler pour la politique agricole, ou avec la politique agricole. Leurs recherches portent essentiellement sur les exploitations agricoles et, pour le dire d'une manière un peu lapidaire, avec l'objectif d'avoir une connaissance fine d'un monde économique agricole et de ses structures, à travers soit des approches monographiques, soit des approches statistiques : connaître les agricultures régionales, connaître la dynamique des exploitations, et faire tout un travail d'analyse fine dans l'optique, finalement, d'accompagner l'adaptation des structures économiques aux évolutions impulsées et puissamment soutenues par la politique agricole, ou bien si l'on se place d'un autre côté, d'en dénoncer les conséquences sociales sur la population agricole et le monde rural. Mais, comme je l'ai déjà dit, à part Denis Bergmann qui a une réflexion approfondie sur la politique agricole, et d'un autre côté Michel Gervais et Claude Servolin, qui ont eux aussi une idée, pas tant sur la politique agricole mais plutôt sur la position qu'occupe l'agriculture dans la société capitaliste, on ne peut pas dire qu'il y a un investissement massif du département d'économie et sociologie rurales de l'INRA sur les termes, les modalités et les instruments de politique agricole.

En revanche, dans cette période-là des années 1960, l'INRA, par d'autres de ses départements de recherche et surtout par sa direction générale, est très impliqué dans les réflexions concernant l'élaboration et l'application de mesures de politique agricole. On peut se demander comment l'INRA se situe. Jacques Poly exprime bien une sorte d'oscillation, c'est-à-dire : « Est-ce que la recherche agronomique au sens large, pas spécialement les économistes, suit la politique agricole, ou bien est-ce qu'elle l'éclaire, voire la guide et d'une certaine manière la pilote ? ». On sent bien qu'à ce moment-là c'est quand même le politique, avec Edgard Pisani puis Edgar Faure, qui porte à proprement parler le projet agricole, avec bien sûr la frange moderniste du monde agricole ; l'INRA suit de manière active au sein du « front moderniste ». L'INRA est invité à cette table-là, il est un contributeur zélé et efficace au projet à tous points de vue, mais il n'est pas forcément le *leader* d'un mouvement dont les orientations et les impulsions sont données par le politique. La loi sur l'élevage portée par Jacques Poly, et dont la préparation et la mise en œuvre s'étale entre 1965 et 1969, illustre bien cela. C'est à partir de la légitimité et du pouvoir que lui confère son poste au cabinet

d'Edgar Faure, que Jacques Poly fait tout : avec le concours de son département de recherche de génétique animale qu'il a créé de toutes pièces au sein de l'INRA, il conçoit la loi, il l'élabore, il la met en œuvre. La Loi sur l'élevage porte une politique d'une ambition extrême qui nécessite de construire l'architecture institutionnelle de l'insémination artificielle en France, ce que fait de facto l'INRA par Jacques Poly, mais avec les professionnels agricoles parce que la volonté est politique.

À la charnière des années 1960 et 1970, fort de ce succès dans un domaine d'une importance considérable, Jacques Poly est dans une position de force. Même s'il s'appuie sur les professionnels agricoles qui sont largement mobilisés, et aussi sur son entregent et son savoir-faire politique, il pense que les chercheurs, dont il est l'expression, sont capables de porter une politique à tous les stades et dans toutes ses dimensions. À ce moment-là, Jacques Poly se sent le vent en poupe et se sent « pousser des ailes », dans la capacité qu'il se prête à porter une politique, même si les pouvoirs politiques faisaient éventuellement défaut ou rechignaient.

À partir de 1972, s'ouvre un deuxième temps. Jacques Poly n'est plus simplement le chef du département de génétique animale. Quand Jean-Michel Soupault, succédant à Jean Bustarret, figure emblématique de la construction de l'INRA depuis sa création en 1966, est nommé directeur général de l'INRA, il est lui-même nommé directeur adjoint chargé des questions scientifiques. Poly « change de casquette » et il change aussi de posture. Ce qu'il a su faire au niveau de l'élevage, il pense pouvoir le réaliser ou l'impulser à un niveau plus large, en proposant de réformer la politique agricole et la recherche agronomique qui doit lui être associée. Je passe les détails ici, mais il passe beaucoup de temps dans cette première moitié des années 1970 à discuter et à renforcer ses réseaux internes à l'INRA et au-dehors, pour élaborer une réforme des orientations agricoles et de la politique agricole. En 1978, en rédigeant, sur la base des acquis antérieurs, son rapport pour une agriculture « plus économe et plus autonome », il propose de fait un véritable projet pour l'ensemble de l'agriculture auquel est articulé un projet pour la recherche agronomique. Ce rapport en particulier, mais aussi ceux qui l'ont précédé depuis 1970 et également ceux qui ont suivi jusqu'en 1988, condense un projet pour l'agriculture et la politique agricole, et, évidemment, pour la recherche agronomique chargée d'éclairer et de soutenir la conduite de cette politique agricole réformée.

On a ici un Jacques Poly extrêmement interventionniste, qui considère que le politique peut beaucoup, et c'est justement ce qu'il propose dans les années 1970 : son projet, c'est de réorienter complètement la politique productiviste dont il a été lui-même un des piliers par ses apports (la Loi sur l'élevage et d'une manière générale l'INRA était un pilier de cette politique productiviste des années 1950 et surtout 1960). Avec en tête l'*embargo* sur le soja des États-Unis en 1973 et les effets dommageables de la dépendance de l'agriculture nationale vis-à-vis des importations de consommations intermédiaires stratégiques, il propose un autre projet, dont la base est de réorienter toute la production d'oléo protéagineux et des oléagineux. Le terme « autonome » ne s'applique pas seulement aux exploitations agricoles mais plus largement à la « ferme France ». Le projet, c'est de regagner en autonomie et, en même temps, de regagner en compétitivité internationale. Ce n'est pas une simple brèche dans le modèle d'intensification agricole, mais ce n'est pas non plus une alternative au productivisme, c'est une autre forme de productivisme qu'il propose. Mais force est de le constater, et on l'a bien compris lors de la journée du 14 février à l'Académie d'agriculture avec les points de vue des acteurs et témoins de l'époque, le projet de Jacques Poly n'aboutit pas. Il se heurte au monde professionnel, et *de facto* au monde politique qui lui est lié, même s'il a pourtant lui-

même à ce moment-là un fort soutien de Pierre Méhaignerie, le ministre de l'agriculture. Poly heurte la profession agricole et, finalement, le politique enregistre que la profession agricole ne veut pas de l'essentiel du projet Poly.

Ces deux temps, que je viens de résumer brièvement, correspondent aux « heures de gloire » de l'interventionnisme, dont l'INRA est un instrument et, par Jacques Poly, un promoteur actif. Jacques Poly, et probablement une grande partie des chercheurs de l'INRA, pense que le politique et la politique, avec l'aide de la recherche agronomique, peuvent non seulement mener la politique agricole, mais peuvent organiser l'économie agricole et dominer les marchés. Même si, en parallèle, il a bien compris qu'on est entrés dans les années 1970 dans une phase de compétition économique internationale où l'augmentation de la productivité ne se traduira pas de manière mécanique par une augmentation de la compétitivité. Il a parfaitement compris ce nouveau contexte et ses nouveaux enjeux, notamment grâce aux personnes qu'il côtoie ou connaît dans les instances professionnelles, au Commissariat au Plan ou au FORMA, tel Bernard Vial. Il pense que certes le contexte change, qu'il faut changer la politique agricole, mais le politique est encore le maître du jeu. Après le début des années 1980 cependant, alors que de puissantes forces poussent à la libéralisation et qu'il engage l'INRA dans « l'économie de la connaissance », il semble bien qu'il sait que ce temps est, sinon révolu, en tous cas pas loin de l'être.

J'en arrive à la troisième phase. Ce qui me fait dire que Poly pense que le temps précédent est révolu, ce n'est pas, simplement, « l'échec » politique de son rapport, mais c'est ce qu'il fait avec le département d'économie. Je pense qu'il se passe à ce moment-là quelque chose – vous me direz si vous êtes d'accord avec cette analyse – qui est que finalement, Jacques Poly va donner aux économistes une visibilité et une importance qu'ils n'ont jamais vraiment eues jusque-là au sein de l'INRA et auprès des instances en charge de la politique agricole. Jusqu'à la fin des années 1970, d'une manière générale, à part les personnes que j'ai déjà citées (Bergmann, Gervais et Servolin), les économistes de l'INRA, soutiennent ou critiquent la politique agricole, mais ne contribuent pas ou peu à son élaboration. Ils travaillent certes pour en expliquer les tenants et les aboutissants, pour en évaluer positivement ou négativement les conséquences sociales et économiques, néanmoins ils n'y contribuent pas, et en tout cas ne pèsent pas sur les réflexions et sur les orientations. Souvent, ils se défendent même de vouloir ou de devoir y contribuer. En effet, quel que soit le côté idéologique, politique et scientifique où se situent les économistes, il y a au moins un point d'accord dans tout le département d'économie, c'est de dire vivement et de manière répétée : « On ne veut pas être au service du pouvoir politique ; en aucun sens, on ne veut être l'instrument de l'administration ou du pouvoir politique ». Il y a sinon une défiance par rapport au politique, en tous cas une forte réticence à contribuer à la décision politique. Ce qui n'empêche pas les personnes en question de militer par ailleurs, au plan politique, pour peser dans tel ou tel sens. Mais ils ne considèrent pas que leurs travaux doivent être au service du politique.

Bernard Vial va être appelé par Jacques Poly à un moment très difficile pour le département d'économie. La fin des années 1970 et le début des années 1980 voient un département très fragmenté sur le plan scientifique et déchiré au plan idéologique et politique. En parallèle, c'est aussi un département confronté à l'internationalisation de la discipline, sur la base d'une instrumentation mathématique de plus en plus prégnante. Mais cette internationalisation de la discipline qu'on appelle encore, mais avec de plus en plus d'interrogation sur son intitulé, « l'économie rurale », n'avance pas seulement, et peut-être pas d'abord, à partir d'une motivation scientifique. Bien plus que la dynamique scientifique au sein du champ couvert pas

la discipline, les concepts et les instruments économiques, ce sont les enjeux et les discussions sur la politique agricole commune et sur les négociations internationales qui interrogent le département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA.

Ce sont donc les débats et les évolutions des économistes à l'extérieur de la France, que ce soit au niveau européen ou au niveau international, qui remettent en cause les orientations scientifiques de ce département. Les enjeux de politique agricole, dans sa version européenne et aussi dans le cadre des négociations internationales pour ouvrir l'agriculture aux échanges mondiaux entraînent une profonde réflexion (et une bataille) sur l'ouverture de l'économie rurale aux instruments et aux standards d'évaluation scientifique internationaux. Est posée la question du statut et des missions de l'analyse économique à l'INRA. Ce n'est ni simplement un clan ni une partie seulement du département d'économie qui est remis en cause, c'est l'ensemble de ce département au sein de l'INRA. Jacques Poly ne sait pas « quoi faire » de ce qu'il voit comme un « bazar ». Il a en face de lui des économistes, pour un certain nombre qu'il connaît et apprécie à titre individuel, mais il ne sait pas quoi faire d'eux, avec eux ou pour eux. Pour deux raisons principalement, semble-t-il ? La première est que les économistes tiennent un discours, ont un langage, manient des concepts et des formes de raisonnement dont il ne saisit pas, voire conteste, la dimension scientifique. La deuxième raison tient à ce que son langage à lui, est celui d'un homme qui vise à l'action, c'est-à-dire que lui, il pense et il conçoit, mais pour agir sur l'ensemble de la politique agricole. Jacques Poly, c'est l'agronome-ingénieur, et en face, il a des ingénieurs qui ne sont plus agronomes, et qui ne sont plus ingénieurs non plus. C'est que la plupart des économistes – ce n'est pas votre cas, Monsieur Nallet, et ce n'est pas non plus le cas de Servolin par exemple – du département d'économie sont à l'époque des ingénieurs agronomes qui ont suivi une spécialisation d'économistes. Jacques Poly a conscience que les phénomènes économiques pèsent de plus en plus lourd sur les évolutions de l'agriculture et dans l'élaboration de la politique européenne et dans les négociations internationales. Il en infère que l'INRA a plus que jamais besoin d'économistes, mais il ne sait ni quelles orientations scientifiques leur donner, ni quelle organisation leur imposer pour être sinon de « bons » scientifiques, en tout cas des experts reconnus dans le monde désormais ouvert des économistes ruraux.

Salle : ou d'économètres...

Egizio Valceschini : Oui, bien sûr, j'emploie le mot « économiste » en un sens général qui englobe toutes les compétences et instruments scientifiques à leur disposition, statistiques, mathématiques, économétrie, etc. Et donc, on a affaire, là, à un monde qui est complètement en porte à faux à l'intérieur de l'INRA. J'ai eu encore récemment des discussions avec Raymond Février : pourtant, très proche de Servolin et ayant bien connu Denis Bergmann quand il était chef du département d'économie, il était « très loin » d'eux, pas au sens relationnel bien sûr, mais intellectuellement et scientifiquement parlant, il ne voit pas ce qu'il y a de science dans l'économie, et il ne voit pas en quoi cette science peut être d'une utilité quelconque à l'analyse que fait l'INRA de la situation. Et d'ailleurs, quand vous regardez ce qu'écrivent Jacques Poly ou Raymond Février, je crois qu'ils ne font à peu près jamais référence aux travaux du département d'économie. Sauf, et c'est pour cela que je voudrais souligner le rôle de Bernard Vial, le seul économiste que Poly véritablement met en avant, et il va finir par le nommer chef du département en 1981, c'est Bernard Vial, alors même que jusque-là il a fait l'essentiel de sa carrière en dehors de l'INRA, au Plan. Bernard Vial correspond au profil d'économiste que j'ai évoqué tout à l'heure, c'est un agronome qui se spécialise. Mais très vite, il se sent mal à l'INRA où il ne trouve pas vraiment sa place. Il part

au Plan – je passe les détails, si vous le permettez. Il y reste jusqu'en 1979, puis il va deux ans au FORMA, et ensuite il a la carrière que vous lui connaissez. Il a des atouts qui plaisent énormément à Jacques Poly. C'est d'abord un économiste pragmatique, ce n'est pas un chercheur ; c'est quelqu'un qui a des compétences statistiques économiques et il sait faire ce que les économistes de l'époque savent bien faire. Bernard Vial plaît aussi à Poly car c'est un praticien de l'économie qui met ses instruments au service de la « chose publique » ; il connaît bien le monde professionnel, il a le sens du relationnel, il « sait y faire », et cette posture et ce style sont très appréciés. Le commissariat du Plan est un endroit privilégié pour apprendre les règles de la réflexion collective, la pratique de la concertation, de la négociation et du compromis pour aboutir à une décision.

Henri Nallet : Si vous le permettez, j'ajoute autre chose dans la corbeille de Bernard Vial : ce qui, je pense, est très important dans son parcours, c'est son expérience en tant que vice-président de l'UNEF. Il sait ce que c'est qu'une assemblée, il sait ce que c'est qu'un groupe de gens, il sait aussi comment on s'adresse à des gens, alors qu'à l'intérieur du département Économie et sociologie rurales, aucun n'est capable de monter à une tribune.

Egizio Valceschini : Tout à fait. Je ne l'ai pas dit, mais effectivement, je crois que c'est en 1965-1966 qu'il a été vice-président de l'UNEF. C'est à cette occasion-là qu'il rencontre, dans un cadre non agricole, beaucoup de personnes qui joueront un rôle de plus en plus important dans le monde agricole ou politique : il a fait la connaissance de François Guillaume, par exemple, et puis d'autres personnes que je n'ai plus en tête. Il a cette habitude du monde professionnel, économique, et comme vous le dites, il a un mode d'expression, un mode de formalisation des problèmes. Et c'est lui que Jacques Poly va chercher en 1981 parce que Jacques Poly ne savait plus à quel saint se vouer à ce moment-là. Jean-Claude Tirel, qui était chef du département à ce moment-là, était patelin, diplomate, soucieux des équilibres idéologiques et scientifiques ; bref, il avait beaucoup de qualités mais pas forcément celles qu'il fallait, selon Poly, pour dépasser la situation dans laquelle se trouvait le département d'économie et de sociologie rurales.

Bernard Vial ne va rester que deux ans comme chef de département, deux petites années en réalité (de mai 1981 à mars 1983). Il va faire une chose qui semble tout à fait étonnante pour quelqu'un qui n'a *de facto* pas eu une carrière de chercheur et pour qui la discipline économique n'est pas d'abord guidée par les questions de nature théorique : « On va remettre de la science dans tout cela ». Il n'a pas d'idée précise sur ce que sont les évolutions de la discipline économique, au sens où on l'entend aujourd'hui ou au sens que les économètres ou les mathématiciens économistes de l'INRA vont lui donner par la suite. En revanche, il a des idées robustes sur les conditions à réunir pour que les compétences des chercheurs se forment et que s'exerce la rigueur scientifique. Par exemple, il décide de constituer un « vrai » conseil scientifique de département, évitant que soient réunis là les seuls professeurs titulaires des chaires d'économie dans les écoles d'agronomie ; il souhaite réunir des jurys de concours qui ne recrutent plus en priorité des agronomes à qui on donnerait une formation économique, mais des économistes avec un bagage universitaire, etc. Il n'est pas hostile aux agronomes, mais c'est la consanguinité qui le gêne. Donc, il veut « redonner de l'air » à ce milieu. Mais on sent bien que l'idée qu'il se fait de la science est une idée que je vais appeler « relativement fruste » – on ne m'en voudra pas d'employer ce terme-là –. Il ne connaît pas les théories dans leurs développements les plus récents et ses instruments les plus raffinés. Ce n'est pas non plus un « libéral à tout prix ». Il croit à la régulation des marchés, il a la conviction que le politique peut avoir une vraie capacité à maîtriser les marchés. D'ailleurs, il le montrera en

participant d'assez près à la réforme des quotas laitiers en 1984, dans le ministère de Rocard. Il me semble, et c'est particulièrement notable et intéressant, qu'il n'est ni un libéral au sens fort du néo-libéralisme économique qui l'emporte à partir des années 1980, ni un scientifique théoricien des marchés voire un idéologue scientifique du libre marché. Il dit simplement qu'il faut réintroduire de la rigueur, que le jugement par les pairs ne doit pas être confiné à une communauté d'intérêts restreinte.

En deux ans, il pose les bases et les grandes orientations d'un nouveau département d'économie et de sociologie rurales. Mais celui qui va véritablement transformer le département, c'est évidemment Jean Cranney, en s'appuyant sur un certain nombre de personnes dont je n'ai pas le temps de parler ici, et en tout cas avec le fort appui de Jacques Poly. Jean Cranney va commencer par revoir les standards à partir desquels on évalue les économistes. Il veut aussi ouvrir l'économie rurale à d'autres problématiques, d'autres objets et d'autres instruments. Avec la modélisation macro-économique et l'économie internationale, « l'économie industrielle », dans les divers sens de ce terme à ce moment-là semble être une des références majeures pour lui au début de cette nouvelle période (la *Revue d'économie Industrielle* et Jacques De Bandt en sont les promoteurs influents à cette époque). Elle est plus en phase avec les critères de scientificité universitaire et est déjà largement ouverte à des domaines qui sont largement étrangers à l'économie rurale, comme l'organisation industrielle des firmes, des secteurs ou des filières, la dynamique des structures industrielles, l'économie et la politique de la concurrence, l'économie de l'innovation et de la connaissance, l'économie spatiale et régionale, et même l'économie de l'environnement. Cela étant, de cette position initiale assez ouverte et large, il va ensuite avec Claude Viau qui lui succède comme chef de département alors que lui-même est nommé directeur scientifique, « rétrécir » la gamme des instruments et donner la priorité, et privilégier les modélisations économétrique et mathématique. Tout cela est fait assez rapidement, en six ou sept ans, dans la deuxième moitié des années 1980. Le renouvellement des compétences et des filières de recrutement est ici un instrument particulièrement efficace dans une période où l'INRA, devenu un Etablissement public à caractère scientifique et technique (EPST), bénéficie des forts investissements publics dans la recherche engagés par la Gauche arrivée au pouvoir. Et le département d'économie, comme tous les départements de l'INRA d'ailleurs, dispose, avec le statut particulier des ASC (attaché scientifique contractuel), d'un instrument de recrutement et de qualification particulièrement puissant. Ce sont des jeunes chercheurs ou plutôt de jeunes étudiants qu'on paye pour devenir des chercheurs, sauf que les ASC, on les recrute ailleurs, et, du coup, le renversement se fait très rapidement.

Et je terminerai là-dessus : on sent bien que ce qu'a parfaitement compris Jean Cranney – mais je n'ai pas eu l'occasion de discuter de cela avec lui, donc je suis malgré tout prudent –, c'est que dans les années 1980, le département d'économie ne peut pas vraiment contribuer de manière puissante scientifiquement à la réforme qui se discute et se négocie de la politique agricole ; en revanche, il faut préparer « le coup d'après ». De fait, le premier ASC que recrute Jean Cranney, en 1983, pour le département d'économie, c'est Hervé Guyomard, placé sous la direction de Louis-Pascal Mahé. Je les cite, car ils auront un rôle important dans les réflexions sur la politique agricole.

Voilà comment une porte s'ouvre, et voilà comment, peu à peu, le cheminement nous amène, d'une idée où des élites sont très interventionnistes et croient à la régulation publique des marchés, à un abandon progressif, mais somme toute très rapide de cette philosophie de l'action et des instruments qui lui sont associés. Et où finalement ce sont les règles mêmes du marché qui vont fixer les règles de la négociation politique et finalement les objectifs politiques. Cela mérite d'être approfondi, mais j'ai largement dépassé mon temps.

Edgar Leblanc : je pense que la thèse que tu avances est déjà l'occasion de débats au sein de notre assemblée. Alors, nous poursuivons.

Henri Nallet : Je considère qu'à partir de Cranney, le département Économie et sociologie rurales ne sert plus à rien. On ne sait pas ce qu'ils font, ils s'en foutent, et on ne travaille plus avec eux, voilà. Pour moi qui étais Ministre, le département Économie et sociologie rurales, dont je venais, a totalement disparu. Il a cessé d'être un département d'économie appliquée. La grande force de Poly, c'est qu'il conseillait le Ministre, c'est qu'il envoyait des gens de l'INRA dans les cabinets. À partir de Cranney et les autres, « vous vous rendez compte, quelle horreur ! Surtout pas ! Vous vous rendez compte, la politique ! » Terminé ! C'est fini. Le dernier qui fait le lien entre le département d'économie rurale et la gestion de la politique agricole, c'est Bernard Vial. Et qui le fait magnifiquement. Après lui, Cranney et les autres, c'est fini. Terminé. Je suis clair, je n'envoie pas de message, mais je dis ce que j'en pense. L'INRA ne sert plus à rien.

Marcel Deneux : Si je peux ajouter un mot, je partage totalement ce que dit Henri. Pour nous, le département d'économie, c'était totalement abscons, on ne les rencontrait même pas. Jacques [Poly] d'ailleurs, m'avait dit : « Ils ne peuvent rien t'apporter ».

Henri Nallet : Cela fait vingt ans que j'ai ça sur le cœur et je suis bien content...

Marcel Deneux : Cela a été une période, après Bernard Vial, on n'avait aucun contact !

Henri Nallet : Non seulement aucun contact, mais ils fermaient la porte !

Marcel Deneux : Oui, et alors sans doute y avait-il aussi un problème de culture de la part des dirigeants agricoles, parce que nous n'étions pas des scientifiques...

Henri Nallet : Mais eux non plus, Marcel ! (rires)

Marcel Deneux : Non, mais eux étaient xxxxxxxxxx(inaudible). Alors, des fois, on aurait pu faire quelques complexes...

Henri Nallet : Ils allaient suivre des cours d'économétrie à Nanterre et ils revenaient avec des discours impossibles.

Edgar Leblanc : Je propose que l'on y revienne éventuellement tout à l'heure sur le fond. En attendant, nous allons donner la parole à Henri Nallet pour un panorama un peu plus vaste, pour une demi-heure.

Henri Nallet : Je vais simplement essayer de vous donner quelques éléments de témoignage personnel sur cette période concernant la création des offices, le débat entre les pouvoirs publics et la profession, et ensuite la position des uns et des autres tels que je les ai vus. Je veux simplement rappeler qu'à partir de 1981, je suis le conseiller agricole de François

Mitterrand, et ce jusqu'en 1984. En 1984-1985, je travaille très étroitement avec Michel Rocard, à qui je succède [comme ministre de l'agriculture], puis ensuite, une deuxième fois [comme Ministre de l'agriculture], en 1988-1990. Donc, pendant douze années, j'ai suivi de près la politique agricole, soit auprès de dirigeants, soit comme dirigeant moi-même.

Qu'est-ce que j'ai vu au début ? Au début, il y avait une sorte de théâtre dans lequel il y avait un certain nombre de places qui étaient occupées par les uns et par les autres. D'une part, celles et ceux, vous avez cité tout à l'heure Raymond Février, mais il y avait aussi une partie des chercheurs de l'INRA, département économie, par exemple, Michel Gervais, qui avait beaucoup participé à la rédaction du programme agricole du Parti socialiste, et du candidat socialiste en 1981, et dans ce programme, il y avait, je crois, tous les poncifs de la gauche agricole, et en particulier la généralisation des offices. Parce que les offices, c'était d'abord 1936, l'Office du blé, Léon Blum. Donc là, on était sur un terrain solide, et il fallait faire la même chose partout. Et même, pour faire bonne mesure, on avait imaginé qu'on pouvait faire des offices fonciers pour redistribuer la terre, des offices cantonaux (un dans chaque canton). Et ce programme, qui était un programme très interventionniste, très étatiste à la mode 1945, il est non seulement défendu, mais surveillé dans son application par le Parti socialiste et ce qui existait à cette époque au sein du Parti socialiste, qui était la Commission nationale agricole, présidée par Bernard Thareau. Ça, c'est très important, parce que Bernard Thareau était un personnage important. C'est un paysan, vous vous rendez compte, un paysan qui a des responsabilités politiques nationales ! Il figurait même sur l'affiche de François Mitterrand en 1981...

Marcel Deneux : ... à côté du clocher.

Henri Nallet : À côté du clocher. Donc, quelque chose d'important. Et ce dirigeant de la Loire-Atlantique, qui était un type intelligent et ferme, veillait scrupuleusement à l'application du programme. Et Madame Cresson était chargée de mettre en œuvre. Sauf que ce programme déclenchait une ire chez les responsables professionnels agricoles, inimaginable aujourd'hui. Vous n'imaginez pas. C'était « non » partout, c'était l'étatisation, c'était les soviets, etc. Donc, il y avait un affrontement extrêmement fort entre la Ministre responsable de ce secteur et les organisations professionnelles. Il y avait une contradiction dans cette opposition, indiscutablement, et elle a été tranchée à partir de 1983 par le Président de la République, par François Mitterrand lui-même qui, en ce qui concernait l'agriculture, avait un tout autre projet que celui dont on discutait entre François Guillaume, Édith Cresson, Marcel Deneux de temps en temps – heureusement que Marcel Deneux était là parce que moi, je pouvais aller le consulter et il acceptait de me dire des choses ; chaque fois je lui rends hommage –.

Mais ce qui intéressait François Mitterrand à cette époque, ce n'était pas ça. C'était l'élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal. Or, toutes les organisations professionnelles étaient crispées contre. Et je me rappelle une réunion extraordinaire que j'avais organisée pour le Président de la République, en 1982, dans son bureau, avec toutes les organisations agricoles, c'est-à-dire toute la CNMCCA, les Chambres d'agriculture, la FNSEA, le CNJA. Ils étaient quatorze dans le bureau du Président. Et les quatorze disent : « surtout pas, pas d'Espagne, pas de Portugal, surtout pas d'ouverture, rien ! » Et Mitterrand de les écouter avec attention, de leur parler de la Nièvre, des animaux, de la forêt, formidable ! Et après, il me fait revenir. Il me dit : « Vous les avez entendus ? Vous savez ce qu'ils me rappellent ? Les associations d'anciens combattants de 1945 quand j'étais dans le gouvernement de Queuille. On ne va pas tenir compte de tout ça. Vous allez, vous, sans rien

dire à personne, aller regarder les conditions dans lesquelles on peut accueillir l'Espagne, ou les marins du Golfe de Gascogne, les pêcheurs. Et les viticulteurs de l'Aude, parce que ceux-là, ils votent pour moi à 80 %. Vous venez me le dire, et surtout, vous n'en parlez pas à Michel Rocard ».

Le souci de François Mitterrand, ce n'était pas les offices, pas du tout. C'était la relance de l'Europe. Et la relance de l'Europe, pour lui, c'était l'accueil de l'Espagne et du Portugal, parce qu'il y avait un lien tout à fait particulier entre Felipe Gonzalez et François Mitterrand. Pour lui, c'est un objectif politique et il l'a d'ailleurs, à mon avis, parfaitement réalisé. D'où une contradiction formidable entre un programme qui était tout ficelé, dans lequel il y avait de l'État partout, il y avait des pouvoirs publics partout, et où la profession avait un rôle plus petit. François Mitterrand comprend que l'on ne peut pas continuer dans cette tension entre la Ministre de l'agriculture et les organisations professionnelles, parce que, elle, continue toujours dans sa ligne. Et c'est la raison pour laquelle Madame Cresson abandonne le Ministère de l'agriculture, et qu'elle est remplacée – j'ai contribué, pour ma part, le peu que j'ai pu – par Michel Rocard.

J'ai poussé la candidature de Michel Rocard à l'Agriculture pour une raison extraordinairement simple. C'est que je savais que les garçons et les filles du CNJA adoraient Michel Rocard. C'était la Gauche moderne. Il y avait bien dans la profession des gens qui accueilleraient positivement la présence de Michel Rocard au Ministère de l'agriculture. Ce qui s'est passé ! Parce que Michel Rocard, il en a mis un certain nombre dans sa poche, des responsables professionnels. Mais surtout, et ça, j'insiste beaucoup, chaque fois que j'ai l'occasion de le dire, surtout parce qu'il a eu le courage d'aller affronter les dirigeants du Parti socialiste de la Commission nationale agricole où il est allé leur expliquer : « Écoutez, vos conneries, ça suffit. On fait autre chose. » À peu près dans ces termes. D'une violence extraordinaire, extraordinaire. Et, bien évidemment, Bernard Thureau et les autres qui étaient là complètement suffoqués. Ils voient arriver le Ministre de l'Agriculture, vedette des sondages, qui leur dit : « Arrêtez vos bêtises ! On fait autre chose. Et donc, vos offices, on arrête avec tout ça. »

Qu'est-ce que c'est qui faisait défaut dans ce débat qui a été extrêmement violent ? Eh bien, je crois que ce qui faisait défaut, et dans le programme du Parti, et vous l'avez souligné tout à l'heure un petit peu, quand vous avez parlé du département Économie et sociologie rurales, c'est que tous les économistes ruraux français, tous les responsables de la politique agricole française ignoraient tous ce que c'était que la politique agricole commune. Ils ne savaient pas. Ça ne les intéressait pas. C'était des conneries, c'était à Bruxelles... On n'avait pas besoin de tout ça. À l'INRA, personne ne travaille sur la PAC. Gervais et Servolin me disent, m'avouent : « On a tenté, dans *Une France sans paysans*, un chapitre sur l'Europe, on n'a pas été capables de l'écrire. » Gervais est encore en vie, vous lui poserez la question. Et, même chose dans les partis politiques. Dans le programme agricole du PS en 1981, il n'y a rien sur la politique agricole commune, pratiquement rien ! Et donc, moi je crois que cette ignorance de la PAC est constitutive des difficultés qu'il y a eu dans les années 1980 entre ceux qui étaient porteurs d'une réflexion sur l'agriculture et ceux qui avaient à gérer le secteur. On ne faisait pas la même chose. Et je pense que cela explique beaucoup de ces difficultés.

Je pense aussi qu'il y a un autre élément qui a beaucoup pesé dans cette période et dans les difficultés de la mise en œuvre de la politique agricole... attendez, je dois aussi ajouter que cette ignorance de la politique agricole commune faisait que les dirigeants français ne se

rendaient pas compte que le développement de la politique agricole commune allait à sa perte, ça coûtait de plus en plus cher, il y avait des stocks, on ne savait pas quoi en faire et ça coûtait vraiment de plus en plus cher !

Il a bien fallu, à un moment, y mettre de l'ordre. Et il a fallu y mettre de l'ordre à un moment où on subissait une pression extraordinaire de la part des États-Unis d'Amérique, parce que, comme la PAC avait parfaitement réussi, on avait des excédents qu'on balançait sur les marchés à n'importe quel prix, ce que ne pouvaient pas supporter les producteurs américains. Et, au fond, ils avaient assez raison. Moi, j'ai vendu à l'Argentine des stocks de viande bovine à trois francs six sous ! Et quand le Président argentin me reçoit, il dit, dans son bureau : « Je devrais vous foutre à la porte. Vous êtes des salopards ». Je me souviens : « Vous tuez mon peuple ! ». Alors, vous revenez à Paris en disant : « À quoi on joue ? ». J'aime dire que la première mesure que je prends en 1988 quand je suis arrivé nouveau Ministre de l'agriculture, c'est de louer des bateaux frigorifiques à la Norvège pour stocker de la viande. Parce qu'on n'en a pas assez. Parce que je crois que là, quand on commence à subir la pression des États-Unis d'Amérique, on s'aperçoit que notre système de la PAC ne peut plus durer. Il faut inventer autre chose, et il faut ouvrir les marchés, on passe à autre chose. On passe à une autre période. Mais je crois que là, je sors de la période que vous m'avez...

Edgar Leblanc : On peut se permettre de sortir de la période !

Henri Nallet : Voilà je crois que j'ai fini ma première intervention, mais si je peux répondre à des questions...

Edgar Leblanc : Est-ce que je peux passer la parole à Ève Fouilleux tout de suite ? Oui.

Ève Fouilleux : Tout d'abord je tiens à remercier les organisateurs de m'avoir invitée. Je dis deux mots d'où je pars : je suis directrice de recherches en science politique au CNRS, ingénieur agro, économiste de formation. Et je vous remercie de me permettre ainsi de revenir à mes premières « amours intellectuelles », parce que j'ai soutenu ma thèse, justement, sur la réforme de la PAC de 1992, et sur une histoire de l'impossible réforme pendant les deux ou trois décennies qui ont précédé 1992. Mes recherches ont commencé dans les années 1960 pour aller jusqu'à 1992 et les réformes qui ont suivi. Donc, c'est mes premiers travaux de recherche, que j'ai un peu continué après, et je m'en suis beaucoup éloignée, je travaille plutôt sur l'international, sur les instruments privés de régulation des marchés, etc. Donc, je ne travaille plus vraiment sur la PAC, et je me suis un peu replongée dans mes travaux antérieurs – ma thèse avait été publiée, elle est toujours disponible, et je pense qu'il reste quelques exemplaires chez L'Harmattan¹ – et j'y reviendrai peut-être un peu après, puisque je pense qu'il y a quand même, sur le plan de l'approche et de la problématique, des points de dissonance, en tout cas des désaccords assez forts avec l'approche qui est proposée par Egizio.

¹ Ève Fouilleux, *La PAC et ses réformes. Une politique à l'épreuve de la globalisation*, L'Harmattan, Paris, 2003, 385 p.

En fait, on m'a demandé d'être discutante et donc de lire le papier d'Egizio : donc, je vais réagir par rapport à cela d'abord, et peut-être ensuite, ponctuellement, je pourrai reprendre des éléments qui ont été aussi présentés aussi par Monsieur Nallet.

Je voulais d'abord souligner que j'ai beaucoup apprécié de lire votre papier, Egizio. J'y ai appris beaucoup de choses sur un certain nombre d'éléments, à la fois sur les éléments d'archives qu'il y a autour, par exemple sur les débuts formels de la cogestion avec la mise en place de la Conférence annuelle, le fait que ça remonte très très loin cette affirmation de la vocation exportatrice de la France, les réflexions sur le rapport Poly sur les protéines, etc., et son échec, c'était aussi des choses que je connaissais peu. Et puis, aussi, je me suis rendue compte à quel point ça remonte loin, l'utilisation par l'INRA (par l'institution ou par les responsables de l'institution), de l'idée qu'il faut nourrir le monde, et que, donc, si on veut nourrir le monde, il faut produire plus. Entre parenthèses, on sait bien qu'on ne produit pas du tout pour nourrir le monde, on produit des céréales qui, à la limite vont, pour un petit volume d'entre elles, sur les marchés des pays du Maghreb, mais sinon, on exporte en Europe, et on exporte du vin et des fromages, ce n'est pas cela qui va nourrir les endroits où les Africains ou les Asiatiques ont faim. Donc, cela a été un grand mythe, et cela a été un de mes « dadas » de déconstruire ce mythe-là, et donc j'ai trouvé que c'était intéressant de voir qu'on le retrouvait dans la bouche, enfin sous le stylo de Poly ou d'autres, mais assez tôt dans l'histoire de l'institution. J'ai appris beaucoup de choses, c'était très intéressant.

Après, l'exercice de *rereading* que je fais de façon académique, excusez mon *habitus* de ce point de vue-là, m'incite à marquer mes désaccords ou les manques que j'ai ressentis en lisant le papier.

Alors le premier, tu l'as dit Egizio, la première chose très frappante, c'est que le titre ne correspond pas au contenu. Mais, à mon avis, pas seulement en termes de période, effectivement, mais aussi en termes de : est-ce que vraiment ce papier traite des économistes de l'INRA et de la réforme de la PAC ? Moi je dirais que non. Je dirais plutôt qu'il traite de la vie et l'œuvre de Jacques Poly, ou des pérégrinations professionnelles de Jacques Poly entre science et politique, ou sa vision de la politique agricole. J'y reviendrai plus avant dans la discussion parce que je pense que sur le plan méthodologique et analytique, c'est important, vraiment, de justifier ça dans la reprise de ce papier. Je pense que c'est plus difficile de faire le lien avec la PAC, dans la façon dont c'est présenté.

Par exemple, tu nous expliques que l'analyse économique a eu un rôle majeur dans les négociations et dans l'évolution des politiques agricoles, et ça on le sait, il y a beaucoup de littérature là-dessus, etc., cela a été très étudié, mais tu nous dis : « ce rôle, pour important qu'il soit, est attaché à l'évolution de la pensée stratégique de l'INRA et de son leader charismatique Jacques Poly ». C'est-à-dire que tu fais un lien direct entre l'évolution des politiques agricoles et la position de ce leader charismatique que serait Jacques Poly. C'est une affirmation, une sorte de postulat qui traverse tout le papier, qui n'est pas du tout justifié, et qui moi me pose vraiment problème. En fait, ce n'est pas démontré dans le papier, et cela demanderait, à mon avis, d'être beaucoup plus justifié. On pourra y revenir après sur les aspects méthodologiques.

Parce que mon deuxième gros point de « critique », de commentaire, c'est sur le plan méthodologique. Ça, tu l'as fait à l'oral, tu as présenté tes corpus, mais ce n'était pas dans le papier. Je me demandais quelles archives étaient vraiment traitées, comment elles étaient

traitées. Il y a aussi des entretiens. On s'attendrait, en tout cas dans une démarche de sociologie ou de l'action publique ou de science politique, à savoir auprès de qui, quand, sur quelle période, combien on retient, quelle méthode de triangulation est utilisée, etc. Ça, ça manque et je pense que cela sera peut-être des étapes ultérieures dans l'écriture du papier. Il n'y a pas non plus d'explicitation de ta propre position au sein de l'institution, puisque, finalement, tu écris sur les rôles des économistes de l'INRA et la réforme de la PAC, mais toi-même, tu étais économiste à l'INRA, longtemps, sauf si je ne me trompe...

Egizio Valceschini : Pas à ce moment-là !

Ève Fouilleux : Non, mais justement, tu es acteur à l'INRA et tu es président du Comité d'histoire de l'INRA. Donc, ça demande de se positionner, d'éclaircir cela dès le départ. Je pense que c'est important de dire d'où on parle, quand on écrit sur ce genre de choses. Puisqu'il peut y avoir des effets de biais. Moi-même, j'ai fait ma thèse, au départ, à Rennes sous la direction initiale (parce que j'avais commencé une thèse d'économie que j'ai transformée ensuite en thèse de science politique) de Louis Mahé – je reviendrai sur ce personnage-là par ce que je pense qu'on n'en a pas assez parlé et que c'est, je pense, quelqu'un d'assez important dans la diffusion d'un certain nombre d'idées sur la PAC et sur la politique agricole française –, et j'ai eu beaucoup à me justifier d'avoir fait ma thèse, enfin, c'était normal, je pense que c'est important quand on est un peu un pied dedans, un pied dehors, enfin je pense que c'est un grand avantage, cela permet d'avoir des conditions d'observation très importantes, mais il faut les objectiver dans l'analyse. Ce sont des points peut-être strictement académiques qui intéressent peu les non-académiques, mais qui, je pense, sont très importants à traiter dans une approche scientifique.

Mon autre critique, toujours sur le plan méthodologique, c'est qu'il n'y a pas de positionnement par rapport à ce qui a déjà été écrit sur ces choses-là. Il y a plein de choses qui ont été écrites sur la PAC, sur les réformes, sur les relations entre science et politique, etc. Il y a beaucoup de références qui sont citées en bas de page ; il y a des références en fin de papier, mais qui ne sont jamais citées, notamment sur des positionnements par rapport à cet interface science/politique, parce que ça, on aurait envie de comprendre comment on passe de Jacques Poly à la PAC. Et, en fait, j'ai quand même l'impression qu'il y a une vision très personnelle. Je pense que cela renvoie aussi – moi je ne suis pas du tout historienne – à des grands débats en histoire sur comment éclairer un morceau d'histoire à travers les trajectoires d'une personne, et qu'est-ce que ça permet de voir, qu'est-ce que cela met en invisibilité, qu'est-ce que ça rend peu lisible. Et donc, comment on passe de la trajectoire d'une personne et de ses travaux de recherche et de ses travaux institutionnels au sein de l'INRA en tant qu'institution, responsable dans l'organisation, comment on analyse ces liens-là, avec la stratégie de l'organisation elle-même, l'INRA. Est-ce qu'il y a un lien direct entre l'opposition et les décisions stratégiques de l'INRA, enfin les positions stratégiques de l'INRA et les décisions politiques au niveau national, et ensuite, on va encore arriver au niveau européen ? Cela fait beaucoup d'étapes qui, à mon avis, ne sont pas linéairement connectées et qu'on attend, en lisant le papier, avoir l'impression qu'il y a, derrière, une vision fonctionnaliste du fonctionnement des institutions et qui est peu sociologique, enfin, à mon avis, elle est trop peu sociologique, cette vision-là.

Donc voilà. Expliciter par rapport à la littérature déjà existante, ce serait intéressant pour mieux comprendre comment vous, vous avez choisi de vous positionner.

Et cela renvoie à une autre façon de dire un peu la même chose, qui est que j'ai l'impression qu'il y a une sorte de vision aussi un peu enchantée, au fonctionnalisme enchanté, du lien entre science et politique. Mais peut-être que ça, tu pourras nous l'expliquer, comment tu définis ce que tu appelles le politique, l'économique, le scientifique. C'est comme des choses qui sont posées là, qui seraient des réalités en soi et à mon avis, ce ne sont pas des réalités en soi, ce sont vraiment des constructions. Le scientifique, c'est une construction politique, l'économique aussi, et donc, j'aurais envie que l'on en discute de façon plus précise. Pareil, page 25, « logique scientifique qui l'emporte », « logique politique qui l'emporte sur la logique scientifique », qu'est-ce que l'on veut dire exactement par-là, etc. ? Mon avis est que cela demande aussi d'être explicité.

Alors, je viens maintenant à des choses plus empiriques. À mon avis, le point d'entrée très personnaliste, donc cette trajectoire de Jacques Poly, comment il évolue entre l'INRA, les cabinets, les relations qu'il a, les influences, comment il se fait des ressources un peu pour faire avancer ses idées ou pas, cela me paraît un peu réducteur par rapport à ce qui peut être montré, et je vais essayer de l'expliquer maintenant.

À mon avis, et cela Monsieur Nallet l'a évoqué tout à l'heure, c'est important, pour analyser les politiques agricoles, de comprendre qu'on ne peut pas seulement les regarder en fonction de ce qui se passe au niveau sectoriel, au niveau des enjeux agricoles en général. Je pense qu'il faut avoir une vision beaucoup plus large de ce qui se passe en termes de politiques publiques ou d'orientations politiques générales. Il a évoqué l'Élargissement par exemple, c'est-à-dire un enjeu politique majeur à un certain moment au niveau européen. Autre élément très important, les autres secteurs de politique publique : on ne peut pas comprendre la réforme de la PAC sans comprendre les arbitrages qu'il y a eu entre industriels (l'Airbus, etc) et l'agriculture, puisque c'est cela qui a permis de sceller des accords au GATT et donc de faire pression sur le compromis Mac Sharry, et de débloquent le GATT. Donc, il y a des enjeux bien plus larges que simplement strictement agricoles, qui doivent être pris en compte pour éclairer les politiques agricoles.

Donc, là aussi, la façon dont on pose la question au départ : comment expliquer le ralliement d'un pays, la France, marqué par une ancienne et solide tradition interventionniste, qui plus est dans une phase de son histoire politique caractérisée par la domination d'un Parti socialiste foncièrement jacobin ; donc comment expliquer le ralliement de ce pays-là à une tradition plus libérale avec la réforme de la PAC ? Je pense que cette question-là même, de la façon dont vous la posez dans le papier, est étonnante, puisqu'il y a tout un tas de travaux qui ont analysé le tournant néo-libéral qui vient aussi d'être éclairé d'une certaine façon par Monsieur Nallet en expliquant le positionnement de Mitterrand et de Rocard. Le tournant néo-libéral à cette époque-là, il date de 1983, et cela a été largement étudié. Donc, finalement, la question, moi, je la poserais à l'envers. Ce serait : « Comment se fait-il qu'on attende si longtemps avant de réformer la politique agricole commune, finalement ? »

Parce que, aussi, on peut le dire maintenant, autant en France, ce que j'appelle le « forum des économistes » est dominé par la pensée marxiste ruraliste de façon très forte encore pendant les années 1980, autant ce n'est plus du tout le cas dans le reste du monde. Dans tous les pays européens, en particulier l'Angleterre bien sûr, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède... il y a eu tout un tas de communautés d'économistes agricoles qui étaient déjà acquis aux paradigmes de l'économie néo-classique et de l'économie du bien-être dès les années 1960, et en France, on était une sorte de pays de Gaulois qui avait résisté à ça, mais c'était une

sorte d'exception dans le paysage scientifique européen en économie agricole. Et donc, je pense qu'on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé là sans voir l'évolution générale du paysage scientifique dans le domaine de l'économie agricole, en dehors de la France. Je vais analyser ce qui s'est passé comme une forme de retournement paradigmatique, qui est fondamentalement lié au fait – et je reviens, là aussi, sur un point qui a été évoqué par Monsieur Nallet –, que les économistes qui étaient dominants à cette époque-là n'avaient pas les outils intellectuels, ce n'était pas leur question. Eux, ils étaient sur les structures, sur la Loi d'airain de l'agriculture, etc. Ils n'avaient pas les outils intellectuels – c'est exprimé par le fait que Monsieur Servolin n'arrive pas à écrire un chapitre sur l'Europe – pour analyser qu'est-ce que c'est qu'une politique de marché. Et qu'est-ce que c'est que, finalement, un prix garanti, ce n'est pas un prix, ce n'est pas juste un prix qui arrive juste comme ça parce qu'il est défini par l'État, c'est un instrument qui a des caractéristiques qu'on peut analyser pour comprendre les effets sur les marchés.

Et cet outillage intellectuel-là, il est proposé par les économistes du bien-être. Ils ont cette capacité à parler du problème concret qui se posait de façon de plus en plus pressante au niveau européen et notamment, qui était porté fortement par Delors et les gens qui l'entouraient, de dire : « La PAC coûte de plus en plus cher, il y a des stocks qui s'accumulent, c'est un problème concret ». Et ils avaient besoin d'élargir, mais ils avaient aussi envie de développer d'autres politiques que la politique agricole commune qui prenait tout le budget. Donc, il y avait des enjeux extra-sectoriels très forts et ce problème concret qui était – ça coûte trop cher, ça prend trop de ressources, et ça pose des problèmes politiques parce qu'effectivement, on relâche des stocks à bas prix sur les marchés internationaux, cela déstabilise les économies, et ça embête nos partenaires commerciaux, donc des problèmes politiques particuliers – eh bien cela, les quelques économistes, les économistes néo-classiques en général, avaient les outils pour, en tout cas, poser la question de cette façon-là, et essayer d'y répondre.

Et en France, on a, effectivement, Denis Bergmann, Louis Mahé (c'est Louis Mahé qui a embauché comme ASC Guyomard) et qui, non seulement ont essayé – ils étaient ultra-minoritaires, enfin, moi, de ce que j'en ai perçu, sur le forum des économistes français – mais ils ont aussi – et ça, j'étais très étonnée que ce ne soit pas dans ton papier – ils ont pris la parole sur la scène médiatique française. Déjà, il y a eu un papier, d'abord ils ont pris la parole sur le forum scientifique, sans écho étonnamment. J'ai étudié cela : il n'y a pas eu d'écho à leur prise de parole, mais, en 1980, ils ont publié un papier dans *Économie rurale*, qui était écrit par Louis Mahé et Michel Roudet, du Ministère des finances², exposant leurs idées réformatrices sur la PAC, exposant tout le raisonnement de l'économie du bien-être, que, en fait, les prix garantis sont un instrument qui est à la fois inégalitaire puisqu'il soutient plus les plus gros, qui n'est pas transparent parce que l'on ne voit pas comment le soutien est distribué, etc. ; et ils proposaient une politique de quantum, de dégressivité des prix. Donc, il y a eu – je n'ai pas relu en détail – cette prise de position-là, purement académique dans *Économie rurale*, qui n'a eu que peu d'écho dans la communauté académique, du fait effectivement que les gens ne se positionnaient pas autour de ces mêmes questions.

² MAHÉ Louis-Pascal, ROUDET Michel « La politique agricole française et l'Europe verte : impasse ou révision ? », in *Économie rurale*, 1980, n° 135, pp 12-27

En 1982, ils ont publié un grand article dans *Le Monde*, signé Mahé et « Drouet »³. C'est une prise de position très fortement politique, où ils s'étaient présentés – ce n'est pas idéologique au sens où ils étaient présentés comme proche du Parti socialiste –, mais où ils expliquaient que l'économie agricole à la française était à la rue, à l'ancienne, qu'ils n'avaient plus les outils, etc. C'était une charge forte contre les économistes agricoles français. Et donc, ils ont pris position publiquement, et politiquement autour de la Politique agricole commune. La prise de parole publique s'est aussi faite au niveau européen – et ça, tu le mentionnes dans le papier – à travers une sorte de convergence entre différents économistes européens, à travers ce qu'ils ont appelé le Mémorandum de Sienne, en février 1984⁴. Ces économistes signent un mémorandum où ils prennent position, encore une fois, sur le fait que cette politique, elle ne fonctionne plus, qu'il faut la réformer, etc. Et ils disent qu'il faut changer d'instruments de régulation. Ça, c'est une question d'interprétation. Moi, je pense que cela a eu une très forte influence. Pourquoi ? Indirecte, c'est-à-dire que l'on n'a pas réformé le lendemain, bien sûr, mais, finalement, ça a préparé un terrain pour la réforme, ensuite.

Mais il y a eu encore une autre étape, et je pense que, là aussi, Louis Mahé est très important parce que c'était un choix stratégique de la part de l'institution, c'était l'étape du *Trade mandate model*, à l'OCDE. En 1981, les ministres du commerce de l'OCDE demandent à l'institution de leur faire une étude du lien entre niveau de soutien et instabilité des prix sur les marchés internationaux. J'avais interviewé les gens des services agricoles de l'OCDE à l'époque, et ils m'expliquaient clairement qu'ils ne savaient pas quoi faire. Ils ne savaient pas quel était le lien entre les politiques domestiques et l'instabilité des prix. Ils ont donc contacté un certain nombre d'économistes, alors des américains, des australiens bien sûr, mais aussi des économistes européens et, évidemment, en particulier les français parce que les français étaient ceux qui, potentiellement, au niveau politique, pourraient résister le plus à des changements dans la politique agricole commune. Parce que pour les Américains, pour les australiens, pour un certain nombre d'acteurs derrière, il y avait la volonté d'ouvrir des négociations agricoles et de lutter contre le protectionnisme agricole. Après, ça s'est traduit par l'ouverture de l'*Uruguay Round*.

Donc, avec la mise en place de ce modèle du *Trade mandate*, Mahé et ses collègues ont mis au point ce qui s'appelle les ESP (Équivalent subvention à la production) et les ESC (Équivalent subvention à la consommation), c'est-à-dire des instruments, des métriques qui permettent de classer les politiques agricoles les unes par rapport aux autres, et de dire : « Celle-ci, elle est plus ou moins distorsive du commerce international par rapport à telle autre ». Ils ont construit des métriques qui permettaient de développer, qui ont profondément, à mon avis, – c'est la thèse que je défends dans mon bouquin – changé la perception de la vision de qu'est-ce que c'est qu'une bonne politique agricole. On peut penser qu'avant, une bonne politique agricole, c'est une politique agricole qui soutient les agriculteurs, ou qui amène des produits pas chers pour le consommateur. Là, une bonne politique agricole dans cette façon de voir, c'est une politique qui ne distord pas le commerce international. Et ça, pour moi,

³ « Une politique protectionniste n'est pas la solution pour l'agriculture française », *Le Monde*, 23 février 1982.

⁴ Le « Mémorandum de Sienne » a été signé par onze économistes : Guiseppa Barbero et Secondo Tarditi (Italie), Denis Bergmann et Louis-Pascal Mahé (France), Georges Bublout (Belgique), Ulrich Koester et Stefan Tangermann (RFA), Arne Larsen (Danemark), Alexander Sarris (Grèce), John Marsch et Christopher Ritson (Royaume-Uni). Le texte en anglais du mémorandum est directement consultable en PDF sous le titre « The Siena Memorandum on the Reform of the Common agriculture policy » in *European review of agricultural economics*, 11 (2) February 1984. Le Mémorandum de Sienne est abordé, entre autres, dans l'article de Michael TRACY « Les économistes et la politique agricole », in *Économie rurale*, n° 200, nov.-déc. 1990, p 22

c'est fondateur, et je pense qu'effectivement, le fait qu'il y ait un Français dans cette équipe d'économistes était un argument pour les Américains pour dire, en fait, c'est partagé, il y a des économistes de tous les pays qui le disent. Ça a permis aux Américains de faire pression pour mettre fin à l'exception agricole au GATT, et pour ouvrir le cycle de discussions de l'Uruguay. Parallèlement, c'est ce que j'appelle la préparation, à mon avis, intellectuelle, des élites, etc., parce que ça nourrit des changements de vision de ce que c'est qu'une bonne politique agricole.

Et après, évidemment, il faut regarder aussi ce qui s'est passé au niveau de la Commission, qui a des interfaces avec tous ces économistes, avec les mêmes qui ont signé le mémorandum de Sienna, Tangermann, qui devient chef de l'économie à l'OCDE, Mahé, Bergmann – je ne sais pas si il est toujours dans ce lot là –.

Egizio Valceschini : Il est mort déjà, en 1986.

Ève Fouilleux : Il est déjà mort, mais il avait signé le Manifeste de Sienna. Je ne sais pas s'il a participé aux travaux de l'OCDE. En tout cas, il y avait Mahé et son thésard ou jeune docteur Guyomard, et...

Egizio Valceschini : Excuse-moi, mais là tu te mélanges dans les périodes. Ce qui se passe après 1986, ce n'est pas la même chose que ce qui se passe avant. Si c'est avant, effectivement, Guyomard n'y est pas encore, et si c'est avant, Bergmann y est important.

Ève Fouilleux : C'est avant 1986, puisque les travaux de l'OCDE ont commencé en 1982 et Mahé y était associé.

Egizio Valceschini : Mais Hervé Guyomard n'y était pas. Il est recruté à l'INRA en 1983.

Ève Fouilleux : Si, je crois qu'il était associé, peut-être sur des dérivés, en tous cas ils ont publié ensemble sur ce thème-là.

Simplement pour dire que, à mon avis, ce travail a permis de préparer le terrain pour la réforme de 1992 ; en amont, il a préparé les esprits des élites internationales européennes, à cette décision-là. En tout cas, c'est l'hypothèse que j'essaie d'avancer et d'argumenter. Et sans doute que pour comprendre mieux les liens entre politique et science, on voit aussi que les effets en retour de cette utilisation de l'expertise comme légitimation d'une décision politique si on prend l'exemple de l'ouverture de l'*Uruguay Round*, ou ensuite des réformes de la PAC, ça a permis aussi à ces entrepreneurs politiques de la science de faire triompher leur paradigme de l'économie classique au sein de l'INRA. Et, typiquement, le fait qu'Hervé Guyomard ait ensuite pris des positions de pouvoir au sein de l'organisation INRA, je pense que c'est vraiment hérité de tous ces travaux-là et de leur succès politique. J'ai analysé cela comme ce qu'on appelle, en sociologie des sciences, des processus traductionnels, où il y a des formes d'alliances qui se font, qui permettent de faire avancer des idées et où il y a des formes d'échanges entre les acteurs, de ressources et de services qui contribuent à la conquête de positions de pouvoir.

Voilà, en tout cas cela m'aura permis de replonger dans tout ça, donc je te remercie Egizio, je remercie les organisateurs, et c'était, en gros, mes principaux points de discussion.

Edgar Leblanc : Merci Ève. Je propose que nous fassions une petite pause. Et que nous reprenions dans dix minutes.

DEUXIÈME PARTIE (DISCUSSION)

Roger BARRALIS

Première remarque à propos de Jacques Poly. Ne trouvant plus d'appui auprès des politiques et affrontant l'opposition des professionnels, c'est sans doute pour cela qu'il a recherché l'appui du public, avec un article de deux pages dans Le Monde en 1977. Il y expose les conditions d'une nouvelle agriculture.

(démarrage de l'enregistrement)

Deuxième remarque : effectivement, la communication initiale ne traite pratiquement pas ou très peu du thème initial qui était l'impact des économistes de l'INRA sur le changement de 1992>. Juste à la fin, évidemment. Il n'en reste pas moins que l'intervention est intéressante de A jusqu'à Z, comme la discutante a traité, elle, ce sujet en fin de course, on est servi quand même. Il y a une phrase, Monsieur Valceschini, qui m'a interpellé dans votre discours, et j'y reviendrai après dans ma dernière remarque, c'est : « Les dés sont jetés en 1990 ». Je pense qu'ils le sont sur le plan idéologique ; ils ne le sont pas encore au plan de la politique gouvernementale.

Troisième remarque, tout ce qui a trait au coût de la PAC. Ce n'est quand même pas dans les années 1980 que la contestation a débuté. La contestation -- et les mesures surtout, parce que la contestation, elle peut démarrer très longtemps en arrière -- mais en effet, c'est dès 1976-77 que la Communauté européenne commence à mettre en œuvre des mesures de régulation -- on a déjà eu l'occasion de l'évoquer à d'autres moments ici -- sur un des secteurs qui à l'époque posait problème, et qui était le plus sensible internationalement, qui était le secteur céréalier. C'est la fameuse époque du Schéma Silo, Schéma Silo qui était conçu comme devant permettre.... Évidemment, cela n'a pas suffi, il y a eu d'autres choses après, mais je date de là les vraies mesures ou les tentatives de mesures de régulation. Parce que, auparavant, vous le savez, dans les années 1960, il y avait déjà une mesure de contrainte, et qui n'était pas une mesure de contrainte, qui était une mesure de résorption des excédents, qui était la fameuse dénaturation du blé qui permettait, en le dénaturant par une peinture ad'hoc, de le donner aux animaux. C'était un gâchis pur et simple, mais c'était comme ça. Mais pourquoi ça ? Parce que, dès 1973 et l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, le marché céréalier britannique a flambé, les prix étaient très élevés...

(fin de l'enregistrement)

Au Comité de gestion « Céréales » : interdiction de mettre des restitutions sur l'Amérique latine.

Dans les années 1980, se sont installées les bases de la libéralisation. Changement idéologique avec Louis Pascal Mahé, Hervé Guyomard, vers le néo-libéralisme. L'INRA, quand il était sollicité pour défendre la politique agricole ne faisait qu'apporter de la

dérégulation et argumenter en faveur des États-Unis. Et c'est le « coup de grâce » à Blair House et Marrakech.

Christian BERNADAT

Je rappelle qu'il n'y eut pas que dans le domaine des céréales qu'ont été mises en place les premières mesures de régulation : ainsi, en septembre 1977, une taxe de coresponsabilité a été créée sur le lait.

Max GOTESMAN

En mai 1968, alors stagiaire à l'INRA, j'ai été témoin de débats internes, parfois extrêmement violents, entre l'équipe Bergmann et Michel Gervais, Claude Servolin et Michel Petit.

Les années suivantes, Jean Cranney se lance à l'INRA dans une véritable « chasse aux sorcières ».

Joseph RACAPÉ

Offices de gestion par produits, réalisation importante. Il y avait un accompagnement. On peut déplorer qu'il y ait moins de moyens.

Les USA sont ciblés, certes, mais il faut regarder aussi à l'intérieur de l'Europe : l'Allemagne a poussé pour nous intégrer dans l'OMC. La Grande-Bretagne, l'Allemagne ont poussé à l'abandon des dispositifs de gestion, de guidage des marchés par des aides fixes inapplicables.

Avec les restitutions, on veillait à n'exporter que là où la susceptibilité politique n'était pas trop forte. Il ne faut pas oublier que la PAC était aussi utilisée au service de la politique étrangère de l'Union européenne, notamment vers le Proche-Orient.

Fabien CONORD

Question à Henri Nallet, à propos des rapports « rugueux » avec la CNA (Commission nationale agricole du Parti socialiste).

Les élus PS méridionaux (viticulture, fruits et légumes) devaient être hostiles à l'élargissement. Leur avez-vous expliqué ?

Henri NALLET

François Mitterrand, fin 1982, me dit : « Il faut aller voir les pêcheurs du Golfe de Gascogne et les viticulteurs du Midi ».

Je vais voir Jean Huillet (celui qui est sur les barricades), qui me dit : « Il nous faut une mesure de stockage du vin dès que le prix tombe à 85 % du prix d'intervention ».

Au Conseil des Ministres européen suivant (les Affaires étrangères), en tant que conseiller, je suis dans les coulisses. C'est Roland Dumas qui négocie. Alors qu'il est sur le point de conclure sans rien pour les Français, étant informé par mes « espions » au Conseil, je lui fais passer un billet avec cette exigence (85 % !) du Président de la République. À la fin du Conseil, Roland Dumas, furieux, me dit : « Je vous l'ai obtenu votre stockage. Qu'allez-vous en faire ? ».

Par contre, la France n'obtiendra pas de mesures efficaces pour les pêcheurs.

Et après le Conseil, un *deal* a été négocié avec les professionnels les plus durs de la viticulture – dont Jean-René Cabot, de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales.

Alain CHATRIOT

Je voudrais insister tout d'abord sur le fait que les trois interventions intéressantes que nous venons d'entendre ne portent pas exactement sur les mêmes objets et sur une même chronologie.

Je m'interroge sur le fait de savoir s'il y a eu des discussions entre les différentes parties prenantes sur ces questions ou si on a manifesté une volonté de se tenir à distance des organisations professionnelles.

De même, si les liens entre l'action publique et la réflexion des scientifiques sont importants, il ne faut pas oublier d'autres dimensions qui ont pesé sur l'évolution de la PAC comme l'évolution des marchés mondiaux et des négociations internationales ou comme les choix effectués par les différents syndicats agricoles face à la PAC.

Ma question sur ces différents points concerne un éventuel défaut de conceptualisation sur la question des modalités d'intervention utilisées par la première PAC.

Egizio VALCESCHINI

Il faut parler des États généraux du développement agricole. Gervais les propose, en 1982, à Cresson. Aux États généraux du développement agricole, on ne parle que de la politique agricole française, pas de l'Europe. C'est la fin d'une période. Jusqu'en 1983, on croit que la France est maîtresse de son destin agricole. Le monde de la PAC est inconnu. Les économistes de l'INRA engagent un « bras de fer » pour mettre à bas la « vieille France agricole ». Louis-Pascal Mahé ne parlait pas avec Bernard Vial (ni avec Nallet). Il prône avec Jean Cranney « un autre modèle ». L'influence des économistes passe par les États-Unis. Louis-Pascal Mahé : référentiel élaboré en 1980-88 mais utilisé en 1990-1995.

Henri NALLET

J'ai entendu « Ils [Mahé, Guyomard...] sont vendus aux États-Unis ».

Egizio VALCESCHINI

Le document préparatoire (1969) du VI^e Plan est libéral, pour le droit de la concurrence pour tout, y compris l'agriculture. Si on le fait, tout le monde le fera (dit en 1986). Dès le début des années 1980, la France elle-même met en place une orientation libérale sur sa politique agricole

Ève FOUILLEUX

Le concept « La France maîtresse de son développement agricole » est partagé par les organisations professionnelles horizontales, mais pas forcément par les organisations spécialisées par filières.

La Réforme de la PAC relève de :

- arbitrages politiques (Union européenne, élargissement)
- position des céréaliers

Rappel sur le compromis fondateur de la PAC. La France avait des prix plus bas que les Allemands, alors on a remonté les prix pour ne pas les baisser en Allemagne. En même temps, les Allemands contribuaient davantage au budget de la PAC.

Le compromis politique de départ s'effrite face à l'orientation libérale de l'Allemagne.

Roger BARRALIS

Les oléo-protéagineux sont entrés sans protection. La PAC accordait des dérogations à la libre concurrence. En 1986, se construisent les bases du raisonnement libéral. Cela prendra effet en 1990-1994. Il y a une pesanteur Blair House, accords sous la table de la Commission européenne (négociations avec les Américains d'accords qu'il a fallu rallier). L'issue pour la haute administration française était vécue comme irrévocable. L'AGPB et la DPE (Direction de la production et des échanges du Ministère de l'agriculture) ont été d'accord. La défaite idéologique a précédé la défaite politique.

Egizio VALCESCHINI

Résumé des idées force de Jacques Poly :

- importance de l'interventionnisme
- nécessité de revoir tout le modèle de l'élevage
- L'agriculture ne produit pas que pour les agriculteurs. Les enjeux sont très larges, vont bien au-delà de l'agriculture. Elle produit aussi de l'environnement, du paysage...

Pour Poly, la politique doit guider l'économie. Il faut arrêter l'importation de soja (l'INRA pourra fournir), mais cela consiste à tout bouleverser, c'est le Plan Protéagineux.

Pour Jacques Poly, « il faut repenser la politique agricole ». Mais, sur ce point, il n'est pas entendu : il a perdu la partie.

Henri NALLET

Au début de la période, il y a une construction dans laquelle travaillent de façon cohérente les responsables politiques, les chercheurs et les gens du Ministère. Jacques Poly en est l'illustration : la Loi sur l'élevage, c'est lui, mais rue de Varenne, pas à l'INRA.

La bascule se fait avec l'arrivée de Jean Cranney. Les responsables politiques n'ont plus de contact avec les chercheurs car ceux-ci s'estiment membres d'un corps et non pas comme des gens faisant de la recherche appliquée : on écrit en anglais, on ne met pas de bottes ! La dimension libérale du changement politique des années 1990 ne doit rien à la science, c'est purement politique, à savoir un affrontement avec les États-Unis. Conséquence : à Marrakech, on est battus. Reagan dit à François Mitterrand : « Votre agriculture protectionniste, on n'en veut plus, arrêtez les exportations de céréales ». François Mitterrand dit : « Je vais continuer ». Les travaux des économistes de l'INRA ne sont pas pris en compte, on les considérait, rue de Varenne, comme des « traîtres ».

Ève FOUILLEUX

Oui, les économistes (libéraux) n'ont pas été à l'origine de ce virage. Ils ont eu un rôle de légitimation du virage politique

À la Commission européenne, une équipe d'économistes conçoit les éléments de la réforme à venir, en dehors du mandat fixé par les politiques.

Edgar LEBLANC

Conclusion : ce séminaire est le reflet de la grande richesse et de la grande complexité de cette période.

Le compte-rendu des interventions et des débats sera diffusé sur notre site.